



**FICHE TECHNIQUE**  
**AMENAGEMENTS IMMOBILIERS AU PROFIT DES SERVICES JUDICIAIRES**  
**A PROXIMITÉ DES CENTRES DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE**

**FOCUS : LES INCIDENCES DE LA LOI POUR CONTRÔLER L'IMMIGRATION, AMÉLIORER L'INTÉGRATION SUR  
L'ORGANISATION DES AUDIENCES JUDICIAIRES DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE**

L'entrée en vigueur de la loi pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration du 26 janvier 2024 prévue le 1<sup>er</sup> août 2024 engendre un impact en terme organisationnel pour la tenue des audiences judiciaires de rétention administrative.

Article L.743-7 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile :

Avant le 1<sup>er</sup> Août 2024

- Principe : *le juge des libertés et de la détention statue au siège du tribunal judiciaire dans le ressort duquel se situe le lieu de rétention (..)*  
*Si une salle d'audience attribuée au ministère de la justice lui permettant de statuer publiquement a été spécialement aménagée à proximité immédiate de ce lieu de rétention, il statue dans cette salle ».*
- Exception : sur proposition de l'autorité administrative les audiences peuvent se dérouler en visioconférence (CESEDA, art. 743-8).

A compter du 1<sup>er</sup> Août 2024

- Principe : *« l'audience se tient dans la salle d'audience attribuée au ministère de la justice spécialement aménagée à proximité immédiate du lieu de rétention »*
- Exception : l'audience peut se tenir en visioconférence *« Le juge des libertés et de la détention peut toutefois siéger au tribunal judiciaire dans le ressort duquel se situe le lieu de rétention. Les deux salles d'audience sont alors ouvertes au public et reliées entre elles en direct par un moyen de communication audiovisuelle garantissant la confidentialité et la qualité de la transmission »*
- Dérogation : audience tenue au siège de la juridiction (inexistence ou indisponibilité de la salle à proximité immédiate du CRA, compétence territoriale dérogatoire à la compétence fixée par voie réglementaire)

## I. Rappel des principes :

La rétention administrative est une mesure administrative permettant de maintenir un étranger faisant l'objet d'une décision d'éloignement dans un lieu fermé, en attendant son renvoi dans son pays d'origine. La rétention ne peut excéder 48 heures sans qu'une décision du juge des libertés et de la détention, donc judiciaire, n'intervienne. En effet **l'article L742-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA)** prévoit que « *Le maintien en rétention au-delà de quarante-huit heures à compter de la notification de la décision de placement initiale peut être autorisé (...), par le juge des libertés et de la détention saisie à cette fin par l'autorité administrative.* »

De manière générale, les modalités de maintien en rétention et les modalités du contentieux corrélatif sont prévues dans le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA) qui abroge et remplace l'ordonnance n° 45-2659 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France. Il est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2005, une nouvelle codification est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2021.

La loi pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration du 26 janvier 2024, promulguée et publiée au journal officiel le 27 janvier 2024 emporte une modification des dispositions du code précité. Elle a été promulguée à la suite d'une décision du conseil constitutionnel rendue le 25 janvier 2024 ([décision n°2023-863 DC du 25 janvier 2024](#)) déclarant constitutionnelles les dispositions relatives à la procédure devant le juge des libertés et de la détention pour le maintien en zone d'attente et de rétention, à savoir notamment le deuxième alinéa de l'article L. 743-7 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile permettant la tenue d'audiences par un moyen de communication audiovisuelle (§256).

Le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile prévoit les modalités de tenue des audiences judiciaires de rétention administrative.

Son article L743-7 actuellement en vigueur jusqu'au 1<sup>er</sup> août 2024 prévoit que « *le juge des libertés et de la détention statue au siège du tribunal judiciaire dans le ressort duquel se situe le lieu de rétention de l'étranger, sauf exception prévue par voie réglementaire. Si une salle d'audience attribuée au ministère de la justice lui permettant de statuer publiquement a été spécialement aménagée à proximité immédiate de ce lieu de rétention, il statue dans cette salle.* »

À compter du 1<sup>er</sup> août 2024, sa rédaction évolue et ainsi l'article prévoit qu'« *Afin d'assurer une bonne administration de la justice et de permettre à l'étranger de présenter ses explications, **l'audience se tient dans la salle d'audience attribuée au ministère de la justice spécialement aménagée à proximité immédiate du lieu de rétention.** Le juge des libertés et de la détention **peut toutefois siéger au tribunal judiciaire** dans le ressort duquel se situe le lieu de rétention. **Les deux salles d'audience sont alors ouvertes au public et reliées entre elles en direct par un moyen de communication audiovisuelle garantissant la confidentialité et la qualité de la transmission.*** »

En d'autres termes, la tenue des audiences judiciaires de maintien en rétention dans les locaux prévus à cet effet à proximité des centres de rétention ou des zones d'attente devient un principe. Les salles d'audience à proximité des centres de rétention devenant alors un impératif immobilier.

Néanmoins, pour la bonne administration de la justice, la possibilité de tenir les audiences au sein de la juridiction dans le ressort de laquelle se situe le CRA, par le biais de la visioconférence, reste offerte au juge judiciaire.

De plus, le législateur, conscient de l'état actuel de l'immobilier des centres de rétention administrative, et de l'absence dans une majorité de centres, de salle d'audience spécialement aménagée, prévoit une dérogation en ce que « *lorsqu'aucune salle n'a été spécialement aménagée à proximité immédiate ou en cas d'indisponibilité de cette salle, l'audience se tient au siège du tribunal judiciaire dans le ressort duquel se situe la zone d'attente* ».

En outre, il est prévu que sauf exception, le juge statue publiquement.

## **II. Principe de localisation du secteur judiciaire à proximité et non au sein du centre de rétention administrative, tel qu'édicte par la cour de cassation dans des arrêts du 16 avril 2008 (Chambre civile 1, 16 avril 2008, 06-20390), entériné**

Par arrêt en date du 16 avril 2008, la Cour de cassation a cassé une ordonnance rendue le 6 septembre 2006 par le premier président de la cour d'appel d'Aix-en-Provence au motif que la proximité immédiate exigée par l'article L552-I du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est exclusive de l'aménagement spécial d'une salle d'audience dans l'enceinte d'un centre de rétention.

Cette décision se fonde tant sur l'article L 552-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile que sur la décision du Conseil constitutionnel n° 2003-484 du 20 novembre 2003.

En effet, le Conseil constitutionnel a estimé qu'en autorisant le recours à des salles d'audience spécialement aménagées à proximité immédiate des lieux de rétention, le législateur a entendu **limiter les transferts contraires à la dignité des étrangers concernés**, comme à une bonne administration de la justice ; que, par elle-même, la tenue d'une audience dans une salle à proximité immédiate d'un lieu de rétention n'est contraire à aucun principe constitutionnel.

C'est sur ce fondement que **la cour de cassation a estimé que la « proximité immédiate » est exclusive de l'aménagement spécial d'une salle d'audience dans l'enceinte d'un centre de rétention**. Les conséquences de la décision de la Cour de cassation, la réponse ne peut être qu'immobilière ou législative, sous réserve du contrôle de constitutionnalité.

Il en résulte les caractéristiques fondamentales suivantes : **le secteur judiciaire ne doit pas être dans l'enceinte même du CRA mais à proximité immédiate**.

Cette localité de la salle d'audience a été reprise dans l'article 743-7 du CESEDA, qui prévoit depuis sa codification le 16 décembre 2020 « *une salle d'audience attribuée au ministère de la justice lui permettant de statuer publiquement a été spécialement aménagée à proximité immédiate de ce lieu de rétention* ». Cet impératif reste consacré dans la future rédaction de l'article qui prévoit que « *l'audience se tient dans la salle d'audience attribuée au ministère de la justice spécialement aménagée à proximité immédiate du lieu de rétention*. »

Un secteur judiciaire, qui serait clairement identifié en tant que tel et contigu ou voisin du centre de rétention (sur le même site), répondrait donc aux exigences constitutionnelles mais également aux dispositions législatives découlant de la jurisprudence de la cour de cassation.

## **III. Aménagements immobiliers et techniques nécessaires pour le bon déroulé de l'audience judiciaire de maintien en rétention**

L'équipement et les travaux des centres sont à la charge du ministère de l'Intérieur et des Outre-mer, qui en assure intégralement le financement. Il revient donc au ministère de l'intérieur de prévoir l'aménagement d'espaces judiciaires à proximité immédiate des centres de rétention administrative.

Pour que ceux-ci répondent aux contraintes et besoins de l'activité judiciaire (ex : aménagement de la salle d'audience permettant d'assurer la publicité des débats), il est nécessaire que les services judiciaires soient associés à leur conception.

De manière générale et pour tenir compte de ce qui précède, seront déclinés ci-après les minimas à prendre en compte pour le bon fonctionnement de l'activité judiciaire au sein des centres de rétention administrative.

- **Localisation du secteur judiciaire**

Les locaux judiciaires doivent se situer à **proximité immédiate mais non dans l'enceinte du CRA**. Ainsi, outre la conception du bâtiment, la matérialisation sur la façade du bâtiment d'une signalétique mentionnant qu'il s'agit d'une annexe du tribunal judiciaire, distincte du CRA devra être prévue au programme de toute nouvelle opération de construction de centre de rétention et aménagée tant que possible pour les centres déjà construits.

- **Les accès**

- au site

La publicité des audiences devant être garantie, **les locaux doivent être accessibles au public**.

L'accès au site doit être facilité par la proximité de transports en commun.

S'il est prévu un stationnement, des places devront être affectées à certaines catégories de personnes :

- les personnels justice (magistrats, greffiers)
- les avocats
- les interprètes<sup>1</sup>
  - au bâtiment
- un accès au bâtiment ou lien entre le secteur judiciaire et le CRA (si bâtiment unique) pour les retenus
- un accès principal avocat et public sera prévu avec des modalités de contrôle différentes<sup>2</sup>
- un accès réservé, distinct des précédents, pour les personnels justice (magistrats et greffiers)

- **Les besoins immobiliers pour les secteurs judiciaires au sein des CRA**

Pour que les audiences judiciaires de rétention administrative puissent s'y tenir, **le secteur judiciaire situé à proximité immédiate du centre de rétention administrative** se composera, sur le plan immobilier, a minima de :

- une salle d'audience (40 à 60 m<sup>2</sup>)<sup>3</sup>
- un espace d'attente pour le public à l'entrée de la salle d'audience (8 m<sup>2</sup> minimum à adapter au nombre et dimensionnement des salles d'audience<sup>4</sup>)
- un bureau de magistrat (12 m<sup>2</sup>)
- un bureau de greffe (15 m<sup>2</sup>) (permettant d'installer, si besoin une table de consultation de dossier pour les avocats, un copieur outre le bureau du greffier)

---

<sup>1</sup> Prévu uniquement si les accès par transport en commun ne peuvent être garantis à proximité

<sup>2</sup> Les accès avocats sont en principe régis selon les modalités prévues dans une convention de fonctionnement conclue entre le barreau et la juridiction

<sup>3</sup> Surfaces représentant respectivement la surface maximale d'une salle d'audience de cabinet et la surface minimale d'une salle d'audience publique préconisées dans le guide de programmation des nouveaux palais de justice

<sup>4</sup> Conformément aux surfaces d'attente préconisées pour les salles d'audience de cabinet dans le guide de programmation des palais de justice

- un bureau avocats (12 m<sup>2</sup>)
- deux boxes réservés aux avocats ou interprètes/clients (2 x 5 m<sup>2</sup>)
- un local d'attente pour les retenus (10 m<sup>2</sup>)
- des sanitaires (4 dont un réservé au personnel justice)

Par exception au principe de tenue des audiences dans une salle spécialement aménagée à cet effet à proximité immédiate du CRA et lorsque **les audiences sont principalement tenues en visioconférence**, ces **minima** pourront être ajustés comme suit :

- une salle d'audience / visio audience (27 m<sup>2</sup>)<sup>5</sup> permettant un espace d'accueil du public, des personnes retenues et des escortes
- un espace d'attente pour le public à l'entrée de la salle d'audience (8 m<sup>2</sup> minimum à adapter au nombre et dimensionnement des salles d'audience<sup>6</sup>)
- un bureau pour les usages éventuels pour le magistrat et le greffe (12 m<sup>2</sup>)
- un bureau pour les avocats (12 m<sup>2</sup>)
- deux boxes réservés aux avocats ou interprètes/clients (2 x 5 m<sup>2</sup>)
- un local d'attente pour les retenus (10 m<sup>2</sup>)
- des sanitaires (4 dont un réservé au personnel justice)

- **Autres éléments à prendre en compte pour l'aménagement des secteurs judiciaires**

En tout état de cause et quel que soit le type d'aménagement prévu ci-dessus :

- le **nombre et la taille des locaux** devront être adaptés en programmation en fonction de l'activité judiciaire en matière de rétention administrative.
- les équipements adaptés pour la **visio-conférence** seront intégrés dans le programme de l'opération. Pour garantir la qualité de la retransmission, il conviendra de se référer aux minimas techniques déclinés en annexe 2 de la présente fiche technique.
- les préconisations en matière de sûreté, déclinées en annexe 1, seront prises en compte pour assurer la sécurité et la sûreté des personnes et des locaux.

En outre, une salle de repos / espace de convivialité pour le personnel justice pourra être prévue lorsque l'activité judiciaire sur site est quotidienne et prolongée (à définir avec les utilisateurs).

#### **IV. Point de vigilance concernant les accès et flux dans la programmation des aménagements :**

Les accès, public, magistrats et avocats au secteur judiciaire devront être distincts de l'accès au CRA. Les flux retenus, public et utilisateurs extérieurs et intérieurs devront être également distincts.

En cas d'impossibilité de séparer les trois accès, les accès magistrats/greffiers et avocats ou avocats et public (un accès adapté pour les avocats est envisageable selon convention avec le barreau) pourront être mutualisés.

#### **V. Conventions pour le secteur judiciaire à proximité du centre :**

Des conventions pourraient être envisagées pour l'occupation et le fonctionnement des secteurs judiciaires des CRA, ainsi seront prévues des conventions de mise à disposition des locaux voire de répartition des charges.

---

<sup>5</sup> Surface moyenne préconisée dans le guide de programmation des palais de justice pour les salles d'audience de cabinet

<sup>6</sup> Surfaces d'attente préconisées pour les salles d'audience de cabinet dans le guide de programmation des palais de justice

## **Annexe 1 : Préconisations en matière de sûreté**

Le secteur judiciaire de chaque CRA devra répondre aux exigences portées par les documents de référence<sup>7</sup> pour assurer la protection des personnes (magistrats, greffiers ...), des biens et garantir la publicité des débats.

Aussi, la section sûreté de la SDFIP préconise la mise en place :

- d'un accueil ;
- d'un PCS (centralisation des dispositifs de sûreté - boutons d'alarme, visionnage des caméras ...) ;
- d'un local pour les agents de sécurité privée, voire pour les membres des forces de l'ordre (police active, réservistes PN ou GN, équipés de gilet par balle, de radios pour assurer les missions de filtrage, les rondes...);
- d'une entrée distincte pour les avocats, les interprètes, le public avec dispositifs de contrôle des accès (portique de sécurité et tunnel à rayons X, zone de filtrage couverte par un champ de vidéoprotection - une ou deux caméras selon l'installation et en fonction du choix technique).
- d'une ou deux salles d'audience sécurisées (bouton d'alarme, circuit sécurisé ...) ;
- d'une salle des délibérés sécurisée (bouton d'alarme, évacuation d'urgence donnant dans une zone tertiaire) ;
- de la séparation des zones (public, tertiaire, retenus et sécurisée) ;
- de salles d'attente distinctes des retenus (femmes, hommes, familles avec mineurs accompagnants) ;
- d'une salle d'attente gardée <sup>8</sup> ;
- d'un local pour entreposer les objets confisqués par le procureur de la République ;
- et d'un dispositif (groupe électrogène, onduleurs...) permettant de secourir le dispositif de sûreté (criticité 1 : Matériel ne pouvant souffrir d'aucune rupture électrique afin de garantir la sûreté et la sécurité du public pendant un temps donné).

---

<sup>7</sup> Plan Vigipirate en vigueur, plan ministériel de défense et de sécurité de 2016, guide pratique de sûreté DSJ et notes d'organisation interne ministérielles

<sup>8</sup> Pour mémoire, des émeutes et évasions ont régulièrement lieu dans des CRA : au centre de rétention administrative du Mesnil-Amelot, une émeute a éclaté jeudi 25 août 2022. Six personnes ont tenté de s'évader et ont été placées à l'isolement. Au CRA de Oissel, près de Rouen, neuf retenus se sont évadés le 15 octobre 2022. Sept personnes se sont évadées encore récemment, du CRA de Lille-Lesquin le 10 mai 2024.

## **Annexe 2 : Minimas techniques**

- **Pour les visioconférences**

Les salles d'une surface inférieure ou égale à 30m<sup>2</sup>, devront comprendre :

- Un double écrans 65 pouces haute résolution, forts contrastes et de taille adaptée,
- Une tablette de pilotage,
- Une barre intégrée comprenant une caméra,
- Un système de visioconférence,
- Des haut-parleurs
- Deux microphones sur la table.

Comme cette salle aurait vocation à servir pour les audiences en visioconférence, il est préconisé de sécuriser le matériel. Si la salle est considérée à risque il existe des dispositifs avec du matériel renforcé.

Les salles d'une surface supérieure à 30m<sup>2</sup>, devront être équipée en salle complexe et comprendre :

- 2 caméras avec prises de vue préenregistrées sur l'ouverture des micros lors de la prise de parole,
- 2 écrans (85 et 65 pouces) de haute qualité,
- au moins 6 micros cols de cygne,
- Une acoustique de qualité, inférieure à 50 dB
- 2 dalles de pilotage pour que le magistrat et le greffier puissent prendre la main sur la technique

- **Autres minimas techniques**

### **Courant faible :**

Le RIE devra être déployé sur le site, afin de garantir les liens entre le ministère de l'intérieur et le ministère de la justice soient opérationnels.

L'infrastructure de câblage déployé sur le site devra permettre d'assurer un débit supérieur ou égale à 100 Mbit/s.

Le CODEC de visioconférence doit être paramétré et configuré par les titulaires du marché de visioconférence du ministère de la justice.

Une bonne réception du signal 4G/5G des opérateurs télécom devra être assurée.

Une ligne téléphonique devra être prévue dans le(s) bureau(x) de greffe.

### **Courant fort :**

Suffisamment de ressources d'alimentation électrique devront être prévues dans les espaces de travail pour les matériels bureautiques et d'impression (bureaux, boxes).